

PARTENAIRE

LE MOUVEMENT ATD QUART MONDE EN BELGIQUE ET DANS LE MONDE



**03 | ÊTRE PARENT
ENVERS ET
CONTRE TOUT**

**04 | VERVIERS :
PROFIL LOCAL**

**06 | BEITUNA
OU LA VIE PARTAGÉE
AU CŒUR DU LIBAN**





ÉDITO

La sagesse populaire africaine nous le dit : « *il faut tout un village pour qu'un enfant grandisse* ».

À l'Université populaire Quart Monde, depuis plusieurs mois les participants s'interrogent : « *qu'est-ce qu'être parent ?* ». Le sujet est d'importance. Les familles pauvres ont appris à leurs dépens que parfois elles sont très sévèrement jugées. Trop souvent encore, le placement des enfants est envisagé et le lien avec les parents, brisé. Ce douloureux gâchis doit être évité, pour tous. Les parents nous disent que la pauvreté qui a miné leurs forces dès leur propre enfance, contribue aujourd'hui à les isoler. Ils manquent cruellement de soutiens pour voir aboutir leur projet le plus cher : construire une famille où chacun peut s'épanouir. Chacun peut contribuer à soutenir d'autres et par là, lutter contre la pauvreté. Souvent d'ailleurs les pauvres nous montrent l'exemple en ce domaine.

La récente rencontre internationale de Paris (COP21) attire aussi notre attention. Quel sera le sort des plus pauvres de par le monde si les scénarios catastrophes liés aux changements climatiques se réalisent dans les décades à venir ? Quel soutien trouveront ceux qui seraient ainsi obligés de quitter leurs terres ancestrales ? Ces familles déjà aujourd'hui en butte à des difficultés majeures risquent pour survivre de devoir tout quitter. L'humanité a son sort en main. La sagesse impose des choix.

Aurons-nous l'intelligence de tout faire pour éviter qu'un scénario catastrophe devienne réalité ? Nous l'espérons.

Pierre Hendrick

ATD Quart Monde (Agir Tous pour la Dignité)
Av. V. Jacobs, 12 - 1040 Bruxelles
Tél 02/650.08.70
contact@atd-quartmonde.be
www.atd-quartmonde.be

ATD Quart Monde est membre de l'Association pour une Éthique dans les Récoltes de Fonds (AERF) et adhère à sa charte.

IBAN BE89 0000 7453 3685
BIC BPOTBEB1

Les dons, dont le montant annuel atteint 40€, donnent droit à une attestation fiscale.

Avec le soutien de
la Fédération Wallonie-Bruxelles.



Crédits photographiques sauf mention contraire
ATD Quart Monde - p. 9 : photo Efpaix

ÊTRE PARENT ENVERS ET CONTRE TOUT

Avancer ensemble petits et grands pour permettre un avenir à tous, tel est le fil rouge des Universités populaires Quart Monde de cette année. Depuis deux mois, des personnes vivant dans la pauvreté et des citoyens engagés à leurs côtés réfléchissent à partir de leurs expériences sur ce que signifie « être parent ». Lors de l'Université populaire d'octobre, ils ont pu pointer les freins et les leviers permettant d'assumer pleinement ce rôle.

Avoir un soutien et un dialogue externe à la famille, apprendre par les autres, se rendre dans des lieux d'accueil et d'accompagnement sont des soutiens sur lesquels des parents peuvent s'appuyer. À contrario, du côté des freins, les participants ont cité l'isolement et les difficultés quotidiennes qui empêchent d'assumer pleinement son rôle de parent. Par ailleurs, ils regrettent que l'on décide et agisse à leur place.

Des participants ont témoigné de leur expérience avec le SAJ, Service d'Aide à la Jeunesse, qui est un service d'accompagnement qui a pour objet de soutenir les enfants en difficulté ou en danger et leurs familles. Les points de vue étaient mitigés. Certains ont exprimé un sentiment de trahison lorsqu'un professionnel leur rend visite et qu'ils reçoivent un rapport négatif par la suite. Ils ont aussi l'impression que le SAJ agit à la place des parents qui « n'ont pas beaucoup à dire », et regrettent le manque de dialogue. Une jeune participante se confie : « Il faut aussi voir la souffrance des parents ... Ce qu'ils subissent. L'air de rien, ils ne sont pas en bonne santé, ni de bonne humeur quand ils ne voient pas leur enfant du lundi au vendredi, qu'ils les voient le week-end et repartir... Tu ne te sens plus parent là-dedans... ». Pour d'autres, ce service peut être une aide à la parentalité et jouer un rôle de conseiller. Enfin, certains participants ignoraient que le SAJ, souvent assimilé au placement d'enfant, était une aide possible.

« Dans certaines situations, on est tellement coupé de sa famille qu'on ne sait même plus qui on est et parce qu'on ne sait plus qui on est, on ne sait rien transmettre à nos enfants, à nos petits-enfants », explique un participant. La grande pauvreté est une des raisons du placement et se reproduit généralement de génération en génération. Elle ébranle les liens familiaux et risque de séparer les enfants de leurs parents, parfois depuis la naissance. Autorisés à ne se voir qu'une fois par mois dans certains cas, des parents et des enfants ne se connaissent pas, ils ignorent tout les uns des autres, ils deviennent étrangers les uns pour les autres. De cette rupture du lien, surtout si elle dure, jaillit une blessure irréparable



pour tous, tant pour les parents que les enfants. Cependant, fonder une famille, élever ses enfants, choisir le genre d'éducation à donner à ses enfants sont des droits reconnus dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Dès lors, que mettre en place pour maintenir le lien, afin que celui-ci ne se brise pas lorsqu'il y a placement ?

Aurélie van Egeren

Vous souhaitez en savoir plus ou rejoindre l'Université populaire ?
Pour plus d'infos : universite.populaire@atd-quartmonde.be

PROFIL LOCAL : LE GROUPE D'ATD QUART MONDE VERVIERS

Le groupe ATD Quart Monde de Verviers s'est réuni pour la première fois en 2009, dans un local que leur permettait d'occuper l'AMO¹ « Le CAP² » de Verviers. Après deux ans, le groupe ayant grandi, il a pu utiliser les locaux de la Maison de l'Égalité des Chances et des Associations de Verviers.

Lors des 6 dernières années, les membres du groupe se sont rencontrés régulièrement pour discuter et approfondir des thèmes précis mais aussi pour se soutenir mutuellement. Mais au-delà de ce travail, le groupe est devenu un lieu important de soutien mutuel.

« On a chacun des histoires et on s'en-traide. On dit 'ah, il ne faut pas faire ça' ou 'il faut faire ça', donc on ne va pas faire la même erreur. On va essayer de comprendre. »

Presque tous les membres du groupe vivent ou ont vécu l'expérience de la pauvreté. La plupart ont été confrontés au placement dans leur enfance et vivent également celui de leurs enfants en familles d'accueil ou en institution. Avoir vécu des situations similaires leur permet d'aborder des sujets difficiles et leur permet de parler ouvertement de leurs soucis entre eux.

« Parce qu'on vit à peu près la même chose, ça nous fait du bien de nous retrouver dans le groupe, parce que ça nous fait sortir aussi hors de chez nous. Pour ne pas toujours se retrouver toute seule avec tous les problèmes qu'on a dans la tête. »

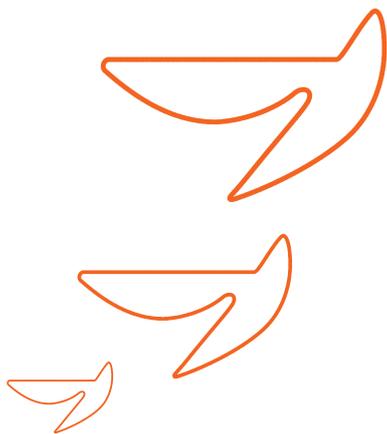
Plusieurs membres du groupe participent depuis de très nombreuses années au dialogue permanent « AGORA » établi avec les services de l'aide et de la protection de la jeunesse. Une des questions soulevées dans ce dialogue était le manque d'accès pour les familles aux écrits des travailleurs sociaux. C'est cette question que le groupe de Verviers a décidé de travailler en premier.

« On a dit qu'il fallait vraiment qu'on puisse approfondir la question et entendre l'avis des familles. Et donc on s'est réuni et on a commencé avec un tout petit groupe. »

Plusieurs personnes dans le groupe ont souligné l'importance de cet accès aux écrits pour mieux comprendre les décisions des professionnels et pour garder la famille unie. Un membre du groupe a expliqué : *« Avec les compte-rendus qu'on reçoit du SAJ³ et du SPJ⁴, on peut se défendre... On peut dire « STOP », ce n'est pas juste, ce que vous avez écrit là dans le compte-rendu, ce n'est pas ça [qui s'est passé], c'est autre chose. »*

Pour travailler cette question, le groupe a décidé d'adopter la méthode du Photolangage. Lors des rencontres, chaque participant choisit une photo qui correspond à ses idées sur le thème spécifique de la journée. Ensuite, chacun discute de son choix avec le groupe, avant de faire une écriture personnelle sur le sujet. Enfin, chaque écrit est placé à côté de la photo correspondant dans un « cahier thématique ». Cette méthode a permis la production d'un travail de connaissance





très riche, à la fois collectif et individuel, et le groupe a décidé de l'adopter pour tous leurs projets.

« C'est important de dire que de temps en temps, ces rencontres ont vraiment demandé du courage aux gens. Parce qu'on veut avancer sur des questions qui sont douloureuses. »

En 2013, le groupe a entamé la question du lien entre « parents-enfants » lorsque les enfants sont placés. Le fait que plusieurs membres du groupe ont connu le placement ou ont eu des enfants placés est quelque chose qui a rendu les discussions sur le sujet vraiment difficiles pour certains. *« La question du lien était vraiment dur pour tout le monde... Il y en avait beaucoup qui craquaient tellement on n'en pouvait plus »*. Ils se sont arrêtés un moment pour se demander si le sujet n'était pas trop sensible. Mais, grâce à la confiance qu'ils avaient les uns en les autres et à leur détermination d'être entendus, ils ont pu continuer leur travail. Les mots d'un participant, écrit dans un des cahiers du projet, en résument leur engagement : *« Il faut continuer le combat jusqu'au bout. Si on arrête maintenant, qu'on commence à baisser les bras, à quoi ont servi les réunions ? »*.

Simultanément, des membres du groupe ont participé à une concertation sur ce sujet, au Service de Lutte contre la Pauvreté, intitulée « Familles pauvres : soutenir le lien dans la séparation. » Ce travail s'est clôturé par une vidéo collective réalisée par le centre de formation RTA et porté par les mouvements ATD Quart Monde, Luttés Solidarités Travail

avec l'Administration générale de l'aide à la jeunesse et des travailleurs sociaux de terrain. Cette vidéo pédagogique sera publiée début 2016.

« Pour chaque travail, on a voulu aboutir à quelque chose qui pourrait être présenté à des professionnels. »

Pour chaque sujet, le groupe de Verviers cherche à dialoguer avec des professionnels et des politiciens qui ont une influence sur leurs vies. Avec cet objectif en tête, ils avaient déjà réalisé une vidéo intitulée : « Vos écrits nous regardent », basée sur leur travail autour de l'accès aux écrits des professionnels.

Un petit groupe de parents, dont les enfants sont en famille accueil, a également travaillé sur cette question précise. Des éléments de cette réflexion ont été présentés lors d'une rencontre avec le ministre de l'aide à la jeunesse.

Plus récemment encore, ils ont produit un texte collectif qu'ils ont ensuite illustré par des affiches, sur le sujet des relations entre les familles vivant dans la pauvreté et les travailleurs sociaux. Cette exposition a déjà servi de base pour une soirée d'échanges avec 70 étudiants en formation d'éducateur.

Après chaque question travaillée, le groupe a pu présenter le travail fini à l'AMO « Le CAP » avec qui ils ont pu développer une bonne relation. C'était l'opportunité de sentir les réactions des travailleurs sociaux à leur travail, avant de le rendre accessible à d'autres.

Au fil des ans, les membres du groupe de Verviers ont pu bâtir des liens avec les autres groupes qui partagent leur

vécu, comme le groupe local d'ATD Quart Monde de Liège et les militants du Mouvement LST. Au niveau européen, ils ont collaboré avec des membres d'ATD Quart Monde en France et au Luxembourg.

Le groupe de Verviers a beaucoup travaillé ces dernières années, mais il a aussi découvert que les temps de détente sont importants. Les barbecues, les visites aux autres groupes d'ATD Quart Monde et les ateliers créatifs ont donné au groupe le temps de reprendre du souffle et de se préparer pour le prochain projet. Les membres du groupe savent qu'ils sont engagés dans un combat de longue durée et parfois difficile. Mais c'est un combat qu'ils sont déterminés à poursuivre. Ils expliquent : *« Il faut qu'on se réunisse tous ensemble et que l'on avance vers un but concret. En marchant, on a la lutte derrière nous, et voilà il ne faut pas s'arrêter. »*

Brendan Coyne

1. Aide en Milieu Ouvert
2. Centre d'Accompagnements et de Préventions
3. Service de l'Aide à la Jeunesse
4. Service de Protection Judiciaire



Carte : «LocationLebanon» by ByRei-arturptenRei-artur blog - Wikimédiacommuns

BEITUNA OU LA VIE PARTAGÉE AU CŒUR DU LIBAN

Situé au bord de la mer Méditerranée, le Liban partage ses frontières avec la Syrie et Israël. Une guerre civile a déchiré le pays de 1975 à 1990, suivie d'une longue période de reconstruction. Dans le cadre d'une mission liée à la région du Proche Orient, Françoise Barbier, volontaire permanente d'ATD Quart Monde, a pu se rendre sur place en juin dernier.

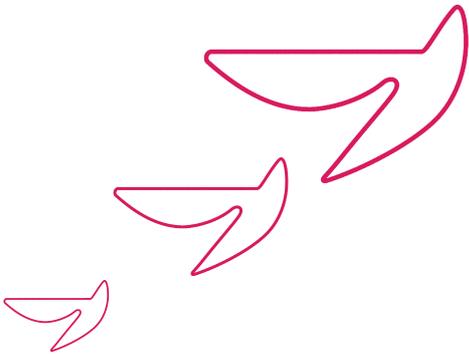
Le centre de quartier Beitouna (« *notre maison* » en arabe) se situe dans un quartier de Beyrouth appelé Nabaa. Le Liban est un des pays qui accueille le plus de réfugiés syriens. Alors que le Liban compte 5 millions d'habitants, on estimait en décembre 2013 que le pays accueillait un million de réfugiés. Cette situation pose des défis énormes qui sont très fortement ressentis dans les quartiers à bas revenus comme celui de Nabaa.

Dans ce quartier, la population est mélangée. Elle est constituée de réfugiés de différentes régions du pays arrivés pendant la guerre civile, de chrétiens, de musulmans, mais aussi de syriens palestiniens, d'Égyptiens, d'Irakiens, de Soudanais, de Srilankais, et d'autres venus dans l'après-guerre comme travailleurs immigrés ou demandeurs d'asiles. Beaucoup de femmes sont également venues comme domestiques.

Nabaa est un quartier que les médias ont souvent stigmatisé. Il est dépeint comme dangereux mais les habitants en parlent autrement. Ils insistent sur le fait qu'on y vit encore ensemble quelques soient l'origine ou la religion de chacun, notamment au travers du petit centre de quartier. Beitouna est né il y a 15 ans à l'initiative des habitants qui ont souhaité apporter du soutien aux familles les plus en difficulté. C'est un petit deux pièces situé au rez-de-chaussée d'un vieil immeuble. Les habitants conçoivent eux-mêmes les actions du centre pour soutenir l'éducation des enfants, préparer les fêtes, rencontrer les familles les plus isolées, organiser une petite coopérative ou des campements chaque été. Les gens en parlent comme d'un lieu où on apprend à vivre ensemble, à prendre des responsabilités et à être une force les uns pour les autres.

Yvonne est une jeune ado qui connaît Beitouna depuis qu'elle toute petite. Pour elle, « *tout ce qu'on fait à Beitouna, c'est pour vivre en paix* ». Un autre jeune investi avec les enfants à la bibliothèque dit : « *Ici, tu ne trouves pas des gens d'une seule appartenance, Beitouna nous a fait vivre mêlés et sans discrimination, ouverts les uns aux autres* ».

Beitouna est relié depuis 2002 au Forum du refus de la misère et célèbre la jour-





née mondiale du refus de la misère. À cette occasion, le 17 octobre 2013, les personnes impliquées dans le centre ont écrit une lettre adressée aux autres membres du forum. Elles y décrivent le défi que cela représente pour les libanais de voir arriver tant de syriens :

« Ce n'est facile pour personne. Les deux pays ont vécu des relations difficiles, surtout durant la guerre civile libanaise. Beaucoup de Libanais continuent à en vouloir ou à ne pas faire confiance à la Syrie. Ici, à Beitouna, nous ressentons que c'est de notre devoir d'être proches des familles syriennes réfugiées parce que nous sommes passés par là : l'angoisse, les deuils, le fait d'être déplacé et de perdre nos maisons. Mais il y a aussi un défi car tout nous pousse à penser : 'c'est bien fait pour eux, c'est leur tour maintenant.' Certains compatissent à la souffrance des réfugiés, d'autres ne le peuvent pas. »

L'afflux des réfugiés à Nabaa a également des conséquences économiques. Dans le quartier, le coût de la vie et les loyers ont tellement augmenté que peu à peu certains ne peuvent plus payer et doivent déménager. Les Syriens qui arrivent à Nabaa rassemblent plusieurs familles dans un même appartement pour pouvoir payer le loyer. Le groupe des mamans et celui des papas leur montre où trouver logement, nourriture, des habits, les écoles.

Malgré leur vie difficile, toutes ces personnes sont bénévoles. Elles se sentent parfois dépassées par la demande. Parfois, les personnes impliquées dans Beitouna ne sont pas d'accord sur le choix des priorités. Cela demande de re-

chercher sans cesse des accords. Il faut aussi faire face à la peur des réfugiés, mais aussi à la méfiance qui existe entre eux selon d'où ils viennent.

Malgré ces difficultés, le groupe des parents de Beitouna choisit de continuer à offrir un soutien. « À Beitouna nous apprenons la valeur de l'ouverture. En tant que maman, c'est notre responsabilité d'enseigner ceci à nos enfants. Nous nous aidons parce que nous voulons sortir les enfants de la guerre et leur donner de la joie. La bibliothèque réunit tous nos enfants. C'est un lieu pour la coexistence, pour la culture et pour une joie partagée.

Ouvrir nos cœurs, c'est la chose la plus importante. Ce qui importe, c'est une relation personnelle d'amitié et croire à la dignité de chacun. Que nous soyons libanais ou étrangers, nous avons le même besoin de solidarité et de nous donner mutuellement de la force. Quand nous encourageons les réfugiés, nous voyons qu'ils sont émus et qu'ils se sentent en sécurité ici. Nous nous efforçons aussi de nous rapprocher des enfants mendiants. Nous essayons de répondre à tous ceux qui viennent à notre porte. Mais beaucoup ne viennent pas jusqu'à nous et doivent se trouver dans des situations encore plus difficiles. Nous voudrions avoir les moyens de faire plus. »

Abir est d'origine syrienne. Elle vit dans le quartier de Nabaa depuis plusieurs années et anime la bibliothèque de Beitouna. Son investissement dans le quartier la met face à des difficultés très concrètes. Par exemple, on allume souvent des pétards dans le quartier parce que c'est la manière libanaise de faire la fête. Mais cela terrorise les enfants

syriens. Abir doit souvent aider les gens à se comprendre. « Je suis souvent déchirée, dit-elle. Paix ou colère ? Rejet ou préoccupation des autres ? Je vis avec l'angoisse mais aussi avec la satisfaction. En fait, c'est ce quartier qui m'a donné de la force. Quand je suis arrivée pour la première fois, mes enfants étaient jeunes. Je venais d'ailleurs. Je voulais que ma petite famille soit bien et que l'endroit soit sûr. Ce n'était pas la vie dont j'avais rêvé. Mais je me disais : 'Ma vie, c'est ici maintenant, c'est l'endroit où je la vivrai'. Et j'ai commencé à aimer ce quartier avec tout ce qu'il y avait dedans. »

Françoise Barbier

Forum du refus de la misère :
Depuis plus de 30 ans, le Forum du refus de la misère est un réseau de personnes engagées par le biais d'associations, d'universités, d'instances publiques...

Il permet un partage d'expériences à travers l'échange de courrier entre des personnes qui s'engagent dans une centaine de pays et sur tous les continents auprès des populations pauvres de leur pays. Il est animé par le Mouvement ATD Quart Monde, mais chacun de ces correspondants garde son identité et ses objectifs propres. Des extraits de cette correspondance sont rendus accessibles à tous par le biais de la « Lettre aux Amis du Monde ».

Pour en savoir plus : www.refuserlamisere.org

JOHN, ENOCH ET LA COP 21

Est-ce bien notre rôle, nous du Mouvement ATD Quart Monde, de faire entendre notre voix sur le développement durable, et en particulier sur le réchauffement du climat, problématique délicate s'il en est ?

Ce serait un débat de spécialistes qui ne sont au demeurant pas d'accord entre eux sur les causes du réchauffement. Les très pauvres, dit-on, confrontés à des problèmes urgents de survie immédiate, ne seraient préoccupés que de façon lointaine par ces défis.

Cette approche est tronquée : ce n'est pas un débat de spécialiste, mais c'est l'affaire de chacun, tous nous habitons la maison commune, et l'activité humaine a incontestablement une incidence sur le climat.

L'avenir de notre maison commune intéresse toute la planète, comme l'ont rappelé les travaux de la Conférence sur les changements climatiques qui s'est tenue à Paris au début décembre. 150 chefs d'Etat ont participé à cette COP 21.



S'efforçant de donner une réponse politique internationale, ils ont fait valoir leur point de vue sur le réchauffement climatique. Ce qu'on a moins dit, c'est que les plus pauvres sont les premiers affectés par tout changement.

Pensons à Enoch, habitant de la région des hauts plateaux du Nord de l'Ethiopie. Pour survivre, il dispose de quelques chèvres et d'une vache que ses enfants font paître, d'un petit lopin de terre qu'il moissonne à la faucille. Comme près de la moitié de la population de son pays, il ne sait ni lire, ni écrire, et ses enfants ne vont qu'occasionnellement à l'école quand les travaux domestiques et des champs ne requièrent pas leur présence sur place. D'ailleurs, l'école est à plusieurs heures de marche. Il n'y a pas d'eau potable à proximité de sa case et il doit la chercher à plusieurs kilomètres de chez lui. De par le monde, plus d'un milliard de personnes – et ce sont les plus pauvres – n'ont pas accès à l'eau potable. Au moindre changement de l'écosystème, la famine guette Enoch et les siens. Un déficit d'eau pendant la saison des pluies hypothèque la récolte, et faute de possibilité de stockage, quelques averses tardives pendant la saison sèche la font pourrir. Avec des centaines de milliers d'autres paysans comme lui, il risque d'être condamné à abandonner sa terre, à égorger son bétail moribond et à émigrer avec sa famille vers un inconnu hostile. Privé d'avenir pour lui et ses enfants, et considéré comme un intrus par ceux qui le prendraient en charge.

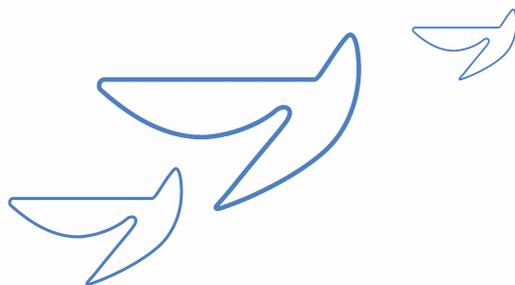
Pensons à John, cadre supérieur d'une firme située dans un pays avec une économie sophistiquée, par exemple à New York, Londres ou Bruxelles. Les mêmes changements n'auront pour lui que des effets limités. Il conservera son emploi dans le tertiaire, il ne devra pas déménager. Seule différence pour lui : l'utilisation plus ou moins intense de l'air conditionné dont son bureau et son habitation privée sont équipés.

Ainsi donc, sont en première ligne ceux qui dépendent pour leur survie des moyens de subsistance tirés de l'agriculture, de la pêche ou de la forêt, qui n'ont pas de solution de rechange ni d'autres ressources pour s'adapter aux impacts climatiques.

Tout cela parce qu'une minorité d'habitants de la maison commune croit pouvoir s'arroger le droit de consommer dans une proportion impossible à généraliser. Comme s'ils étaient nés avec plus de droit que les autres ! Comme s'ils avaient plus de dignité que les autres ! Et cette minorité fait l'opinion, maîtrise les moyens de communication et détient les rênes d'un pouvoir situé loin des pauvres, sans contact direct avec eux. Dans son bureau climatisé, John pourtant formé dans les meilleures écoles, ignore tout de la famine qui se profile dans les hauts plateaux du Nord de l'Ethiopie. Il ne se montre pas enclin à remettre en cause son train de vie, il n'en voit pas vraiment la nécessité. Son approche écologique se résume à remettre en cause l'augmentation de la population mondiale, mais pas le modèle de distribution qui favorise un consumérisme extrême réservé à la minorité dont il fait partie. Il reste sourd tant au gémissement de la terre qu'à celui des abandonnés du monde.

En fait, ce gémissement exige de chacun d'entre nous un regard et une approche radicalement différents car l'écologie reste intrinsèquement liée à la justice sociale. La dette écologique particulièrement entre le Nord et le Sud, causée par des déséquilibres commerciaux, fragilise toujours plus l'environnement si les intérêts du marché sont considérés comme une règle absolue.

D'expérience, Enoch comprend que l'environnement, c'est la relation entre la nature et ceux qui l'habitent. Il n'en est pas séparé. Lui et les siens, les animaux qui les entourent, sont enchevêtrés en elle. Chaque être vivant vit en interdépen-



dance. D'année en année, il paye un peu plus le prix de la déforestation : comme des milliers et des milliers d'autres, il doit chercher toujours plus loin le bois dont il a besoin pour faire la cuisine. Il ne dispose en effet pas d'autres sources d'énergie. Mais les recherches en matière d'énergie renouvelable adaptées à son environnement et à sa culture, ne tiennent que très peu compte de sa demande qui n'est pas solvable.

Pour John, la nature est un simple cadre de vie, qu'il s'efforce de rendre le plus agréable possible. Il est donc partisan de la stratégie d'achat et de vente de « crédits de carbone » qui permet d'acheter les droits à polluer fixés par le Protocole de Kyoto (1997). Qui n'implique pas de changement de style de vie, qui ne remet pas en cause la logique du soutien à une surconsommation entraînant des déchets toujours plus encombrants. Il a une foi inébranlable dans le progrès technique et se persuade que la question des déchets non biodégradables sera prochainement réglée.

Pourtant, sont inséparables les engagements pour le développement durable et pour la justice envers les pauvres, qui conditionnent la paix dans le monde. Déjà, dans certaines régions du monde,

le contrôle de l'eau devient une des principales sources de conflit. L'achat forcé de terres cultivables pour couvrir les besoins des populations solvables du Nord, entraîne également des tensions de plus en plus vives et l'exode des populations locales.

S'engager à sauvegarder la maison commune, ce n'est pas simplement renoncer à un confort acquis au prix d'une précarité croissante des populations les plus pauvres. Ce n'est pas simplement apprendre à consommer moins pour polluer moins, c'est apprendre à investir dans les personnes avant d'investir dans le profit immédiat. C'est apprendre à partager, non seulement son avoir, mais aussi son savoir. Parce que cette maison appartient à tous et que son avenir dépend de l'intelligence concertée d'un chacun. Parce que tous les habitants de cette maison ont un avenir lié et si un seul est laissé pour compte, l'avenir de tous en est affecté. Parce que tout manque de solidarité nuit à l'environnement. En effet, le développement ne peut être durable que s'il n'oublie personne.

À l'occasion des rendez-vous internationaux en 2015, ATD Quart Monde a fait entendre des propositions autour de cinq grands repères :

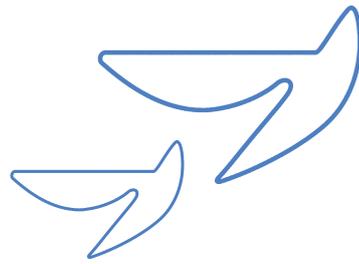
- Évaluer l'impact des programmes en ne se préoccupant pas seulement de la moyenne de la population, mais aussi des 20 % les plus pauvres afin que personne ne soit laissé de côté.
- S'attaquer au dérèglement climatique avec les personnes en pauvreté afin que les actions ne se retournent pas contre elles.
- S'assurer que le financement de la lutte contre le réchauffement atteinte les plus vulnérables.
- Instaurer des socles de protection sociale qui aident les populations les plus exclues à s'adapter.
- Garantir que celles-ci pourront bénéficier des formations et créations d'emploi dans la transition vers une économie verte.

Georges de Kerchove

Pour en savoir plus :
<http://atd-quartmonde.org/nos-5-propositions-pour-la-cop21-en-videos/>



UN CONTRÔLE JUDICIAIRE QUI NE DIT PAS SON NOM



Que leur veut-il, le ministre des Classes Moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture et de l'Intégration sociale, en charge de la politique du système ferroviaire et de la régularisation du transport ferroviaire et aérien ? Que leur veut-il à ces bénéficiaires du RIS, à ces minimexés, comme on les appelle communément ? Lui qui, il y a quelques mois, émettait l'idée – entretemps mal reçue par les CPAS - de leur imposer un service communautaire obligatoire.

Compétent dans de si nombreux domaines, ce ministre s'arroge le droit de contrôler les allocataires sociaux et de limiter leur mobilité. Intégrer, serait-ce d'abord contrôler ? Alors que la question du contrôle relèverait à priori de la compétence de son collègue, Monsieur Tommelein, secrétaire d'Etat à la lutte contre la fraude sociale.

Lors du Conseil des ministres du 21 novembre, Monsieur Borsus a fait approuver un projet de loi qui vise à limiter le séjour à l'étranger des bénéficiaires du RIS à 4 semaines non consécutives par an.

Dorénavant, un *minimexé* devra aviser le CPAS s'il veut quitter la Belgique plus d'une semaine, et de toute manière, il ne pourra pas la quitter plus de 4 semaines par an.

Pourquoi cette restriction ? « Il est normal, explique-t-il, que les bénéficiaires du RIS soient disponibles sur le marché de l'emploi. Cette mesure est logique et elle s'intègre aussi dans le contexte du départ de certains bénéficiaires du RIS vers des zones comme la Syrie ou l'Irak, mais aussi plus simplement par le phénomène connu de personnes partant en villégiature à l'étranger tout en continuant à séjourner à l'étranger ».

Classes pauvres, classes dangereuses, affirmait-on encore au début du siècle dernier, et fort de cette conviction, on a enfermé les vagabonds jusque dans les années 1970. Aux yeux des autorités actuelles, les pauvres seraient des jihadistes en puissance et des fraudeurs potentiels.

Et face à cet impératif, la protection de vie privée passe au second plan. Sécurité oblige. Le bénéficiaire doit aviser et justifier tout départ de la Belgique de plus d'une semaine. En quelque sorte, un contrôle judiciaire à l'égard des pauvres, qui ne dit pas son nom !

Pire encore. Cette politique rejette les plus pauvres dans des zones de non-droit. Alors que le CPAS a pour première mission de garantir l'intégration sociale à toutes personnes ne disposant pas de moyens d'existence suffisants, on l'utilise de plus en plus comme une tour de contrôle chargée de vérifier si les conditions d'octroi plus contraignantes sont respectées. Et l'accès à un droit de plus en plus contrôlé s'effrite inévitablement. Sous prétexte de débusquer les

resquilleurs, le droit fondamental à une sécurité d'existence devient une course d'obstacle de plus en plus périlleuse, et ils seront plus nombreux ceux qui s'esouffleront avant d'atteindre l'arrivée. Ils sont pourtant déjà nombreux, les pauvres qui pourraient prétendre à un droit qu'ils n'exercent pas.

Domage qu'à l'époque, Monsieur Borsus n'ait pas participé à la journée d'étude qui s'est tenue au Sénat le 16 décembre 2014. Les analyses des chercheurs universitaires et des délégués du Quart Monde convergeaient : les plus pauvres n'ont pas toujours accès aux droits auxquels ils peuvent théoriquement prétendre. C'est comme si on dessinait sur un mur une porte en disant « vous pouvez entrer », mais que la porte reste obstinément fermée.

Alors, les pauvres d'abord profiteurs ? Non, d'abord victimes des conditions complexes mises à l'exercice des droits dont ils sont sensés bénéficier.

Georges de Kerchove





RENOUVELLEMENT DE L'ÉQUIPE NATIONALE ET DE SON MANDAT

Régulièrement, le mouvement ATD Quart Monde entre dans une phase de renouvellement permettant la nomination d'une nouvelle équipe nationale. Cette équipe porte la responsabilité de l'animation, de l'unité et de l'avancée du mouvement à travers tout le pays en dialogue avec l'ensemble des membres.

En 2010, l'animation du mouvement en Belgique a été confiée à Herman Van Breen, Gilles Michaux et Yvette De Vuyst, soutenus par Cécile Van de Putte et Thibault Dauchet. Cette équipe a cherché à soutenir l'engagement de chacun et a bâti avec tous les membres une programmation commune qui a permis des avancées comme le renouvellement de l'Université populaire, la création du groupe école et bien d'autres encore.

La fin du mandat de cette équipe approchant, un groupe de travail d'une dizaine de personnes a été constitué. Pendant plusieurs mois, ce groupe, appelé groupe de dialogue, a travaillé à la définition du mandat et à la nomination d'une nouvelle équipe, en lien avec l'ensemble des membres dans le pays et la délégation générale du mouvement international. Cette manière de procéder est au cœur de ce que le mouvement ATD Quart Monde cherche à vivre au niveau de sa gouvernance.

Parmi les points importants dégagés pour l'avenir : faire connaître publiquement le message du mouvement et permettre à de nouvelles personnes de s'y engager.

À partir du 15 décembre, c'est une nouvelle équipe nationale composée de 5 personnes qui a pris ses fonctions.

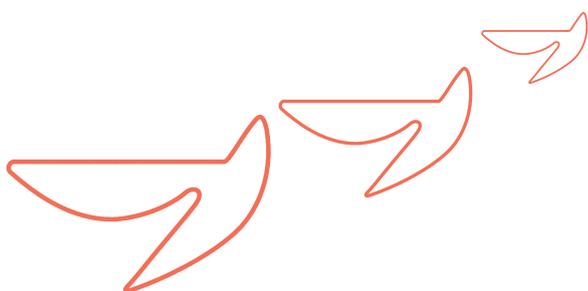
Thibault DAUCHET : Volontaire permanent d'origine française. Thibault a été engagé avec des familles sans logement accueillies dans le centre de promotion familiale de Noisy-le-Grand (région parisienne). Il vivait avec elles dans la cité de Noisy et animait les actions menées avec les adolescents. Arrivé en Belgique en 2010, il a travaillé avec l'équipe nationale précédente.

Brendan COYNE : Volontaire permanent d'origine britannique. Brendan a été engagé avec des jeunes en Grande Bretagne. Il a été impliqué dans l'organisation des colloques mondiaux « La misère est violence – rompre le silence – cherche la paix » avant de rejoindre l'équipe chargée des relations avec les Instances Internationales (Unesco, ONU, etc.). Arrivé en 2014 en Belgique, Brendan a porté la responsabilité de la communication.

Carine BAIWIR : Militante belge habitant à Liège. Depuis une dizaine d'années, Carine est membre du groupe de dialogue permanent «Agora» évaluant l'application du décret de l'aide à la jeunesse de la communauté française à partir du point de vue des familles les plus pauvres. Depuis 5 ans, elle est engagée auprès des familles avec l'équipe de Verviers dont elle continuera à faire partie.

Marijke DECUYPERE : Volontaire permanente belge. Tout d'abord alliée à Bruges, Marijke a rejoint en 1995 le volontariat et effectué des missions au Guatemala, en France et aux Pays-Bas. Depuis son retour en Belgique en 2007, Marijke est engagée auprès de familles à Renaix. Depuis un an, elle fait partie de l'équipe d'animation de l'Université Populaire Quart Monde en Flandre. Elle continuera cette responsabilité.

Georges DE KERCHOVE : Dès les années 1970, Georges s'est engagé en tant qu'allié avec le mouvement ATD Quart Monde naissant en Belgique. Avocat reconnu, il a fondé la maison Droit Quart Monde, et a entraîné de nombreux juristes dans le combat pour faire reconnaître les plus pauvres comme défenseurs de droits de l'homme. Longtemps animateur du Comité Droits de l'homme de la gare centrale, il est actuellement président du Mouvement en Belgique.



ADHÉRER, C'EST AGIR !

CAMPAGNE D'ADHÉSION 2016

En adhérant à ATD Quart Monde, vous montrez que l'exclusion sociale qui grandit n'est pas une fatalité. Votre adhésion est un signe fort de votre participation citoyenne pour bâtir un monde où plus personne n'est laissé de côté.

POUR ADHÉRER OU RENOUELER VOTRE ADHÉSION :

- Versez 3 € à ATD Quart Monde en indiquant « adhésion 2016 ».
- IBAN : BE89 0000 7453 3685
- En retour vous recevrez une carte d'adhérent. Les montants dépassant les 3 € seront considérés comme dons. Les dons, dont le montant annuel atteint 40 euros, donnent droit à une attestation fiscale.



RETROUVEZ TOUTES LES INFOS SUR LES ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS PRÈS DE CHEZ VOUS :

www.atd-quartmonde.be
www.facebook.com/atd.belg

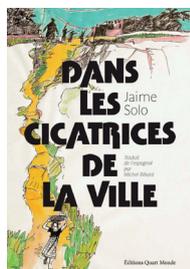
À LIRE ET À VOIR !

Dans les cicatrices de la ville

Jaime Solo.

9 €

Sur une gigantesque décharge au Guatemala et dans d'autres zones de misère, des familles – hommes, femmes, enfants – travaillent, vivent et meurent. Apprenti de leur courage, l'auteur a saisi l'arme de l'écriture et, à l'instar des grandes plumes du courant littéraire hispanique et latino-américain, il nous livre le puissant récit d'une humanité luttant pour sa dignité.



J'ai cherché si c'était vrai

Bernadette Cornuau, une femme engagée.

Jean-Michel Defromont.

8 €

Bernadette Cornuau fut un des premiers compagnons de route d'ATD Quart Monde. Avant de nous entraîner au Brésil, en Angleterre, aux États-Unis..., l'auteur nous mène près de Paris, là où le combat pour éradiquer la misère a commencé, avec les habitants d'un bidonville.



Quand un peuple parle

ATD Quart Monde, un combat radical contre la misère.

Bruno Tardieu, préface de Laurent Voulzy.

13,50 €

Les personnes vivant dans la pauvreté ont un rôle politique à jouer. En présentant les méthodes d'ATD Quart Monde, ses principes, son esprit, l'analyse politique et les combats qui sont les siens, le livre ouvre des perspectives pour inventer des alternatives au totalitarisme de l'argent.



Faire grandir la démocratie

DVD

8 €

Est-ce que des personnes en grandes difficultés économiques, sociales et culturelles peuvent être des partenaires à part entière de notre processus démocratique, ayant une réflexion à apporter sur les grands enjeux de la société – lutte contre la pauvreté, développement durable, mieux vivre ensemble au sein de son quartier ? Pour ATD Quart Monde, ce partenariat n'est pas un but à atteindre mais une donnée de départ qui nécessite de mettre en place des conditions. La caméra de Delphine Duquesne nous invite à découvrir la démarche du croisement des savoirs et des pratiques, à travers une série de séances de travail.



Pour toutes informations et commandes :
librairie-bxl@atd-quartmonde.be - 02/650.08.70